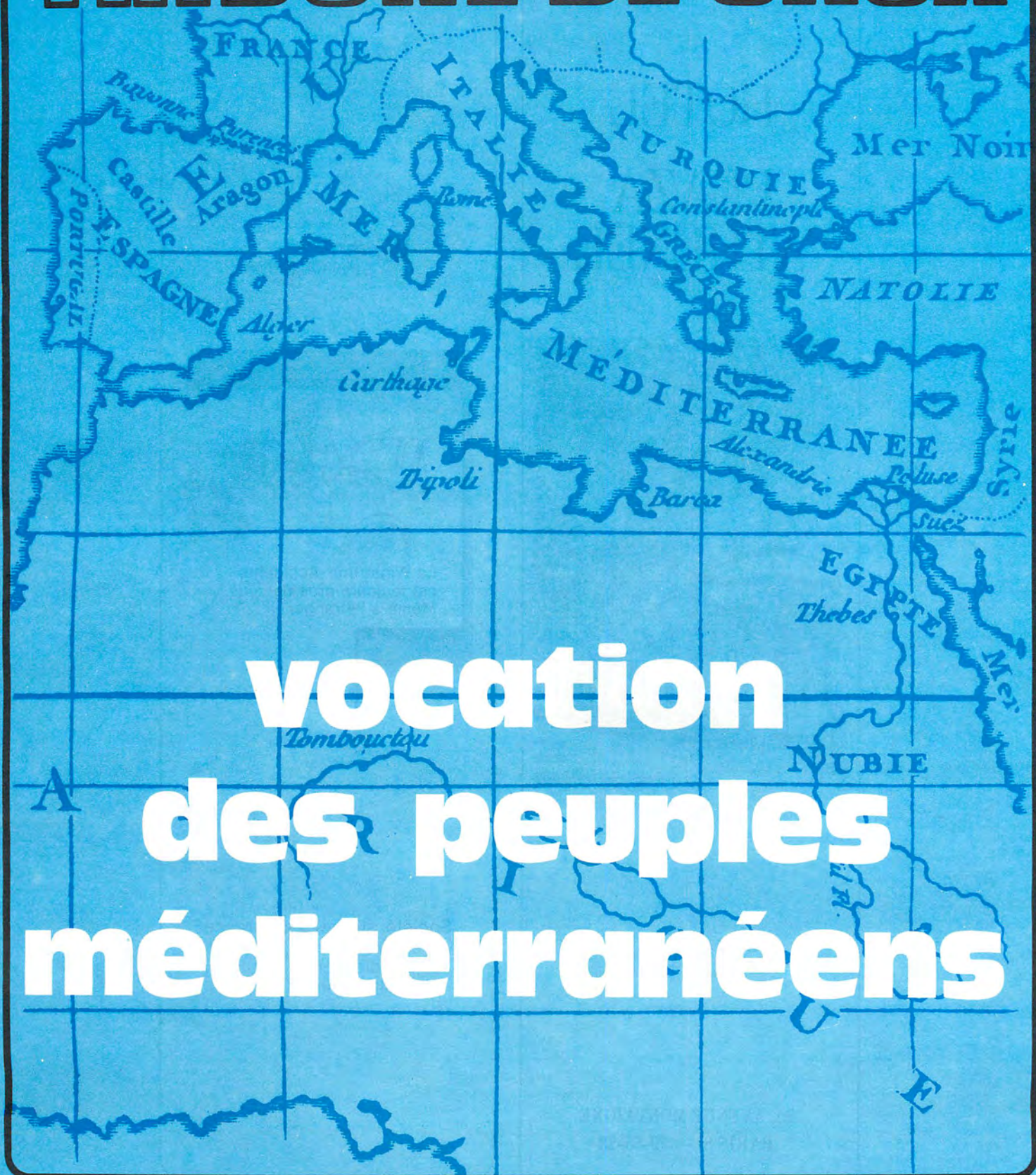


TRIBUNE DE GAUCHE



PARIS

HOTEL
PLAZA
ATHÉNÉE



★★★★

25, AVENUE MONTAIGNE
PARIS 8^e - 359-85-23

Winterthur
ACCIDENTS



La Winterthur-Accidents
est toujours près de vous.
Même à l'étranger!

Société suisse d'assurance
contre les accidents
40, av. du Général-Guisan,
8401 Winterthur

Cahier mensuel publié par le Réarmement moral à destination du monde francophone. L'actualité sous un éclairage original. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme.

Responsable de la publication :
Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation :
Paul-Emile Dentan, Jean-Marc Duckert, Catherine Dickinson-Guisan, Philippe et Lisbeth Lasserre, Danielle Maillefer, Noëlle Mariller, Daniel Mottu, Philippe Schweisguth.

Administration et diffusion :
Rose Algrain, Nancy de Barrau, Jean Fiaux, Hélène Golay, Jacques Meyer, Marcel Seydoux.

Société éditrice :
Editions, théâtre et films de Caux S.A.

Composition, tirage offset :
Imprimerie Corbaz S.A., Montreux.

ABONNEMENTS

Pour une année (12 numéros)

France : FF 32. Suisse : Fr. s. : 20.—.
Belgique : FB 300. Canada : \$ 8.—. Au-
tres pays par voie normale : FF 38 ou
Fr.s. 25.—. Pays d'outre-mer, par avion :
FF 45 ou Fr.s. 28.—.

Prix spécial étudiants, lycéens :
FF 18 ; Fr. s. 12.— ; FB 170.

Verser le montant de l'abonnement :
En France : à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49, La Source.

En Suisse : à la Tribune de Caux, CCP 10 - 253 66, Lausanne.

En Belgique : au Réarmement moral 297, rue Salzannes-les-Moulins, 5000 Namur, CCP 000-057 81 60-40 — Bruxelles (avec la mention « abonnement Tribune de Caux »).

Au Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux » à envoyer à : Case postale 3, 1211 Genève 20.

En zone franc d'Afrique : par virement de 2250 francs CFA (abonnement d'un an par avion) ou 1900 F (par voie maritime) à toute succursale de la Société Générale. Libeller « Tribune de Caux - Société Générale, Annemasse. »

« Des hommes de foi pour une communauté fraternelle »

thème d'une des sessions de l'été prochain à Caux

Des représentants de divers pays méditerranéens, réunis au centre du Réarmement moral à Caux, en Suisse, le 2 janvier dernier, ont convenu d'organiser au cours de l'été prochain une session s'adressant plus particulièrement aux peuples riverains de la Méditerranée.

Organisée sur le thème *Des hommes de foi pour une communauté fraternelle*, cette session, qui se déroulera du 2 au 10 août à Caux, vise à réunir des hommes et des femmes de ces différents pays sans distinction d'origines ou de croyances.

Dans leur déclaration d'intention, les organisateurs affirment : « De par leur position autour de la Méditerranée ou pour d'autres raisons liées à l'histoire et à l'actualité, des peuples héritiers de séculaires traditions sont appelés à la tâche de réunir le monde en une grande famille.

« Anciens colonisés et colonisateurs, nations riches et moins riches, pays d'accueil et d'origine de travailleurs migrants, propriétaires et consommateurs de matières premières, surmonteront leurs antagonismes compréhensibles pour puiser dans leur foi respective le sens de leur mission commune pour que s'instaure une plus grande fraternité humaine. »

Aux côtés de la cinquantaine de Français de tous milieux sociaux, politiques et religieux qui se sont portés volontaires pour assurer la responsabilité technique de la rencontre, se trouvent des représentants de neuf pays de la Méditerranée. La session se déroulera dans le cadre des Conférences pour le Réarmement moral qui se tiennent annuellement à Caux.

(Les lecteurs de la *Tribune de Caux* qui désireraient recevoir le document d'invitation ou obtenir d'autres renseignements peuvent écrire à : Réarmement moral, 68, bld Flandrin, 75116 Paris.)

DANS CE NUMÉRO :

- 7 Une lettre collective, adressée au premier ministre belge, tente de déterminer quel doit être LE LEVAIN DE L'EUROPE.
- 8-9 En posant la question : OÙ COMMENCE LE TOTALITARISME ? Jean-Jacques Odier analyse le phénomène de l'anticommunisme, si facile à critiquer, mais si délicat à comprendre et à surmonter.
- 10 LETTRE DE RHODÉSIE apporte, d'un pays apparemment dans l'impasse, le souffle frais de vies transformées.
- 11-12 Daniel Mottu revient du Brésil. Ses entretiens avec des gens de tous bords lui permettent de tracer un tableau de quelques MUTATIONS BRÉSILIENNES.
- 14-15 SIX JOURS PARMIS LES REBELLES nous emmène dans une île des Philippines où s'affrontent chrétiens et musulmans. Un facteur nouveau intervient qui désamorce le conflit dans une des provinces.

Couverture : d'après une carte illustrant l'une des premières éditions de *L'Esprit des lois*, de Montesquieu, et dessinée en 1756. (Courtoisie des Editions Nagel.)

SUJET DU MOIS

Au moment où se prépare la session spéciale de la conférence de Caux, nous proposons à nos lecteurs deux textes sur la Méditerranée : quelques réflexions sur le destin de ses peuples ainsi qu'un rappel des données de l'histoire.

Vocation des peuples méditerranéens



Roger Viollet

Soleil, murs blanchis à la chaux, terrasses et coupoles contribuent à créer l'ambiance particulière des villages du bassin méditerranéen. Ici, Thira, sur l'île de Santorin, dans les Cyclades.

Parlez Méditerranée et vous suscitez des images bien différentes selon votre interlocuteur.

Pour beaucoup de vacanciers, ce sera le rêve d'un ciel limpide sur une mer bleue au bord d'une plage déserte, que démentira la réalité d'août.

Pour Valéry Giscard d'Estaing, ce sera avant tout l'image des six pays méditerranéens auxquels il aura rendu visite en 1975.

Pour un stratège militaire, ce seront les flottes américaines et soviétiques, s'ajoutant à celles, plus modestes, de pays riverains, qui se déplacent d'un bord à l'autre au gré des zéphirs — ou des tempêtes — politiques.

Pour un journaliste, ce seront les conflits qui lui fournissent sa ration presque quotidienne de nouvelles urgentes, de revirements surprenants, d'espérances déçues et de perpétuels recommencements.

Dans les chancelleries, elle évoque le tableau complexe de ces rapprochements qui s'essaient, qui se défont, qui se renouent, sans que l'on soit tout à fait certain que l'allié d'hier sera encore celui de demain.

La Grèce vient de reprendre la voie démocratique alors qu'en Italie certaines forces tendent à l'en détourner. L'Espagne y risque quelques pas, hésitants parce que le Portugal semble s'y être engagé trop loin. En Afrique du Nord, la notion de parti unique s'accommode de régimes bien différents. La fouguese Libye cherche mariage à droite et à gauche, tandis que la vieille union mixte libanaise se désagrège. Sans parler des intrigues subtiles que les nations non méditerranéennes d'Europe, d'Asie et d'Amérique mènent pour s'assurer, par pays interposé, un pied au bord de cette mer agitée.

Comme les amateurs de voile, les navigateurs politiques ont appris que la Méditerranée est trompeuse. D'un calme plat, elle peut les surprendre en quelques instants par une tempête. Malheur à ceux qui ne sont pas sur leurs gardes.

Des réalités plus profondes

Derrière cette diversité politique superficielle, il y a d'autres réalités. Une certaine solidarité méditerranéenne est apparue à l'occasion des conférences sur l'environnement. On s'est retrouvé à Barcelone entre riverains de la même mer. Un plan « bleu » — la couleur se veut symbolique — s'élabore pour aider tous ces pays à conserver, améliorer si possible, par l'aménagement du territoire, leurs conditions géographiques privilégiées.

A Helsinki, conduits par Malte, les pays méditerranéens ont, malgré la résistance de certains, fait inclure dans le gros volume de la déclaration finale quelques paragraphes concernant le problème de la sécurité dans leur mer intérieure. La Communauté économique européenne, après certaines hésitations de ses membres non méditerranéens, entre enfin dans un jeu de négociations bilatérales qui vont permettre une plus grande coopération entre les rives nord et sud. Tous ces indices sont encourageants. « C'est là la partie qui émerge de l'iceberg », nous dit un diplomate.

Parmi les vingt-sept pays qui se sont retrouvés à Paris pour le dialogue Nord-Sud, les Méditerranéens semblent jouer un rôle important. On pense notamment à l'influence de l'Algérie de Houari Boumediène dans le groupe des pays en voie de développement. L'Espagne figurait aux côtés

des pays de la Communauté européenne dans le groupe des nations riches. L'Égypte, en se faisant représenter par son ministre du pétrole, marquait sa volonté de se ranger aux côtés des nations sœurs arabes. La Yougoslavie siégeait aussi à Paris, élue par le sous-groupe asiatique dont elle fait partie au sein des soixante-dix-sept.

Ces nations, plus proches les unes des autres par une certaine communauté de vie, pourraient-elles contribuer à un rapprochement des attitudes à l'échelon planétaire ?

Pour notre part, nous en sommes convaincus. L'histoire dira si ces nations y parviendront.

On pourrait rester sceptique si l'on ne scrutait les réalités humaines plus profondes qui remontent jusqu'aux civilisations égyptiennes et phéniciennes. Le flambeau parti de Grèce, repris par Rome, relayé pendant des siècles par les nations arabes, puis par la Renaissance, brûle encore, malgré les volontés d'étouffement des divers nationalismes. Cet humanisme, malgré les apparences, les pays méditerranéens l'ont encore en commun.

Si la France, la Turquie, la Yougoslavie et l'Albanie ont rejeté officiellement toute

ingérence de la religion dans les affaires publiques, un observateur se doit de reconnaître que la réalité politique dans les autres nations méditerranéennes est indissociable de la conception religieuse.

Un chef d'Etat arabe invite le Vatican à tenir des conversations interreligieuses entre chrétiens et musulmans. Là, le chef d'Etat, issu de l'Eglise, porte son titre d'archevêque. Que serait Israël sans le judaïsme ?

De ce dernier sont issus le catholicisme, l'orthodoxie et l'islam. Tous ces frères, si souvent ennemis, sont fils d'Abraham. Ils portent en eux les germes de leur réconciliation.

La société elle-même a de nombreux caractères communs. Nous en retiendrons un. La famille, à cause de cette présence de l'éternité qui domine la vie quotidienne, y est considérée comme le garant de la continuité. Dans l'admirable film algérien de Mohammed Lakhdar Hamina *Chronique des années de braise*, les réalités du colonialisme, aussi dominantes qu'elles puissent être, s'estompent pour qu'apparaisse plus lumineux le flambeau transmis du père au fils. C'est là que se profile la nation. Nous sommes bien en Méditerranée.

La France, dirigée de Paris, et par suite la moins méditerranéenne des nations riveraines, est plus portée à se raccrocher à ses structures politiques pour assurer sa continuité nationale. Les autres ont appris au cours des siècles que la seule véritable solidarité est celle du tissu social, des multiples liens affectifs qui sont noués au sein de la famille, du village, de la tribu, de la communauté. Plus profond que la haine à l'égard de celui dont on est séparé, il y a l'amour, hérité du Dieu unique commun, à l'égard du frère.

Voir les haines de la Méditerranée en ignorant l'immense solidarité entre frères, c'est passer à côté de l'essentiel, c'est ne pas voir l'étoile qui peut guider ces peuples.

Ce qu'ils ont en commun, c'est précisément de cela que le monde a le plus besoin. Vont-ils essayer de réfléchir ensemble à leurs responsabilités, en retrouvant au plus profond d'eux-mêmes ce qu'ils sont véritablement ?

Les nations du nord de l'Europe ont créé une communauté économique. Les nations méditerranéennes pourraient créer une communauté fraternelle.

Michel J. Sentis.



Cent siècles de navigation... Ce bas-relief, conservé à Copenhague, illustre le voyage du Phénicien Pytheas découvrant la route vers l'Islande.

Un creuset privilégié

« La Méditerranée a été le berceau des civilisations les plus anciennes. Les Crétois, les Phéniciens, les Egyptiens, les Grecs l'ont parcourue, l'ont chantée, ont construit sur ses rivages des monuments d'une beauté insurpassée. Cette mer a vu Rome devenir maîtresse du monde, et Byzance supplanter Rome. Le mouvement énorme des Croisades l'a traversée et les Normands l'ont un temps colonisée... Aucun océan n'a été aussi infesté de pirates que cette mer civilisée... Du

Moyen Age à nos jours, des nations européennes se sont combattues furieusement en Méditerranée sans qu'y cessât vraiment l'affrontement entre l'Occident et l'Islam... C'est autour de la Méditerranée et non ailleurs que se joue notre destin. » (Georges Blond, *La grande aventure des océans*.)

La découverte récente, dans le Péloponnèse, d'outils préhistoriques vieux de près de 10 000 ans confirme ces lignes de Georges Blond. Car elle établit que 4000 ans

avant les pyramides, en l'an 7500 avant Jésus-Christ, des hommes construisaient déjà des bateaux avec lesquels ils savaient naviguer loin des côtes. La pierre d'obsidienne dont étaient faits ces outils découverts en Grèce venait en effet de l'île de Milos, à 140 km de distance. La grande aventure de cette « mer au milieu des terres » a commencé il y a cent siècles.

Depuis toujours, la Méditerranée a été parcourue en tous sens par marchands et

conquérants, pirates et apôtres, réfugiés et croisés, têtes couronnées et rois vaincus, soldats et esclaves. Elle a aussi été le théâtre de conflits ininterrompus, du heurt des hégémonies, de batailles célèbres et décisives. Surtout, elle a été, et est encore, un puissant véhicule d'idées et de passions, un creuset privilégié où se sont fondues les religions, les idéologies, les civilisations.

Aujourd'hui encore, c'est dans son pourtour que se livre la guerre du pétrole, c'est sur ses eaux que croisent, rivales héritières des galères romaines et des frégates vénitiennes, les flottes des deux superpuissances, c'est dans son espace aérien que se déroulent certains des drames de la piraterie moderne.

De la « pax romana » à la Renaissance

Le monothéisme, dénominateur commun des trois grandes religions qui ont marqué l'histoire du monde occidental, est né au Mont Sinaï. Le christianisme, parti de Jérusalem, a été véhiculé à travers la Méditerranée, et jusqu'à Rome, par un des représentants les plus remarquables de la civilisation judéo-chrétienne : Paul de Tarse. L'islam, quelques centaines d'années plus tard, se répandait comme une traînée de poudre et, malgré des siècles de guerres et de conflits, permettait une fécondation extraordinaire des civilisations. Même les Vikings, franchissant Gibraltar, pénétrèrent dans cette partie du monde, tandis qu'à l'Est débouchaient les caravanes d'Orient, les premières à établir un trait d'union entre l'Est et

l'Ouest, jusqu'au moment où la percée de l'isthme de Suez faisait de cette mer un des carrefours du monde.

« Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé. » Le mot célèbre de Pascal pourrait s'appliquer à d'autres personnages dont le sort s'est joué au cours des siècles en un point ou l'autre de ce bassin méditerranéen, avec des conséquences souvent capitales. C'est à cause de la beauté irrésistible de la reine d'Égypte que le général romain Antoine, en l'an 31 avant Jésus-Christ, abandonne ses troupes au beau milieu de la bataille d'Actium, laissant la victoire à celui qui, sous le nom de César-Auguste, devait assurer pour plus de cent ans la « pax romana ».

Du XI^e au XIII^e siècle de notre ère, la Méditerranée est le théâtre d'une activité intense due aux Croisades, durant lesquelles on verra un moine en robe de bure, François d'Assise, se rendre, en 1218, jusqu'en Égypte pour tenter une réconciliation entre le sultan Mélik el-Kâmil et les croisés chrétiens ainsi qu'un roi de France, Louis IX, prendre pied à Jérusalem, combattre les Musulmans, puis mourir à Tunis.

Après la défaite de Charles-Quint devant Alger (1541), après le long siège de Malte (1565), auquel résista victorieusement La Valette, le brillant capitaine des Templiers, c'est en 1571 que fut mis fin à la domination ottomane des mers : à la bataille de Lépante, au large de la Sicile, les forces combinées de la Chrétienté défont le chef pirate Ochiali, vassal du sultan de Constantinople, assurant aux nations où s'épanouissait la

Renaissance une période de plus grande sécurité sur les mers.

Au cœur de l'histoire

Napoléon, ainsi que Nelson, connurent eux aussi leurs heures de gloire en Méditerranée tandis que cent ans plus tard, un jeune ministre anglais, Winston Churchill, décidant de l'opération militaire de Gallipoli, en Asie mineure, ouvrait un nouveau front de la Grande Guerre et que, durant la Seconde Guerre mondiale, du Maghreb à l'Italie, de Malte à Crète, les peuples méditerranéens payaient un lourd tribut aux combats de grands.

Au regard de l'histoire, l'hégémonie européenne — principalement française et anglaise — sur le bassin méditerranéen, n'aura pas duré très longtemps : à peine plus d'un siècle entre la conquête de l'Algérie (1830) et la décolonisation des années 1950-1960, suivie aussitôt par l'accès au rôle de tout premier plan qu'occupent aujourd'hui les nations arabes détentrices d'or noir.

Nous savons bien, en 1976, que la Méditerranée, si elle est la « mer au milieu des terres », n'est pas pour autant le centre du monde. Il ne faut pas oublier « l'Empire du milieu » ni les civilisations et les religions des autres continents, aussi riches, aussi variées, aussi puissantes que celles issues de la Méditerranée. Il n'en reste pas moins vrai que les peuples méditerranéens ont une vocation propre et demeureront toujours au cœur des grands courants de l'histoire.

Philippe Lasserre



La véritable solidité est celle du tissu social. A gauche : une famille de la campagne espagnole. La rue, lieu de rencontre et d'échange



sur tout le pourtour méditerranéen... A droite : scène prise dans une ville du Maghreb.

En conclusion de son rapport sur l'Union européenne, le premier ministre de Belgique, M. Léo Tindemans, reconnaît que le « cadre institutionnel vaudra ce que vaut l'esprit qui l'anime » et fait appel au « souffle politique sans lequel les institutions de l'Union manqueront toujours d'âme et de vigueur ».

Où trouver le contenu spirituel, le levain qui feront l'Europe de demain ? C'est pour essayer de répondre à cette question qu'un certain nombre de

personnes de neuf pays — dont un du Tiers Monde — se sont réunies l'automne dernier dans un petit village des Ardennes luxembourgeoises. Maintenant que le rapport du chef du gouvernement belge a été soumis à l'opinion européenne, nous pensons qu'il est opportun de publier le texte de la déclaration que ces personnes, appartenant à différentes générations et professions, ont envoyée à M. Tindemans.

Le levain de l'Europe

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien de relations pacifiques. »

(Traité de Paris, 18 avril 1951.)

Si l'image de l'Union européenne doit atteindre et enthousiasmer l'homme ordinaire et la jeunesse de l'Europe, comme l'esprit des peuples dont le choix liera notre destin, elle ne peut se réduire à des mécanismes financiers, monétaires ou même politiques.

L'Europe a ouvert une voie idéologique nouvelle lorsque par la force des choses, la volonté de quelques-uns et la grâce d'une réconciliation, elle a fondé son unité sur l'honnête recherche en commun de ce qui est juste pour chacun et pour l'ensemble. Cette manière de faire, qui écarte tout impérialisme, rend l'Europe apte, en dépit de ses fautes passées, à répondre aujourd'hui au besoin d'unité d'un monde où les plus grandes nations ne peuvent plus s'affronter sans se détruire, où les groupes sociaux ne peuvent plus se heurter sans se ruiner :

En effet, comme l'a montré la négociation de la Convention de Lomé et comme devraient le montrer les négociations avec les pays méditerranéens ou plus lointains et le dialogue Nord-Sud, le type de relations établi entre les pays de la Communauté se répercute de soi-même dans ses relations ex-

ternes. Ainsi parce que les Européens ont renoncé entre eux à la domination, parce qu'ils ont été amenés à y renoncer vis-à-vis des pays qu'ils avaient colonisés, sont-ils devenus capables de faire progresser *entre les nations* le seul genre d'unité encore possible à l'ère atomique : celui qui est basé non sur la conquête et la mise à son service mais sur la reconnaissance des erreurs et la construction en commun.

De même, au sein des nations, est-il frappant de constater que c'est en créant la première Communauté européenne — la CECA — que les gouvernements de six pays ont pour la première fois institué les mécanismes de réadaptation et de reconversion qui organisent la solidarité de tous face aux effets des changements économiques sur l'activité de certaines catégories de travailleurs ou de certaines régions. Ainsi parce que les Européens ont voulu définir les règles d'un statut commun, sont-ils conduits ici — comme ils le seront en matière de relations du travail, d'environnement, de qualité de la vie, etc. — à faire progresser *entre les groupes sociaux* le seul genre d'unité qui permette encore un développement sans inflation : celui qui est basé non sur l'exploitation ou l'élimination mais sur la participation et la solidarité.

En consacrant humblement sa passion à réconcilier socialement et internationalement un monde qu'elle a plus que tout autre contribué à diviser, l'Europe trouvera une force qui ne devra rien à la richesse ou à la puis-



Cliché CCE

En forme de croix, le bâtiment Berlaymont, où siège à Bruxelles la commission des Communautés européennes.

sance. Dans le débat fondamental entre une conception où l'homme est le but des accomplissements de la société qu'il sert, et une organisation où il est un moyen dans une recherche, privée ou publique, de la puissance, l'Union européenne s'affirmera comme le champion désintéressé de ce qui est vrai. Cessant de pouvoir être considérée comme un mythe de l'avenir ou un jeu du présent, elle se découvrira pleinement responsable de bâtir, avec tous les peuples animés de la même volonté, une nouvelle société mondiale.

Berceau presque isolé d'une démocratie fondée sur la convergence, dans un même respect de la personne, des courants de pensée chrétien et rationaliste, l'Europe se doit de préserver sa liberté face aux pressions des grands Etats et aux menaces internes de la violence et de la licence. Elle n'y parviendra que si, renonçant à la facilité de laisser libre cours à toutes les tendances de profits ou consommations égoïstes, elle choisit la discipline morale et spirituelle d'un engagement propre dans la bataille idéologique dont dépend l'avenir de l'humanité.

Par une telle décision, ses citoyens et gouvernants renouvelleront le courage et la foi de l'acte du 9 mai. N'était-ce d'ailleurs pas ce à quoi nous invitait Robert Schuman lorsqu'en mars 1950 il écrivait : « La démocratie et ses libertés ne seront sauvées que par la qualité des hommes qui parleront en leur nom » ?

Au printemps dernier, peu après la prise de Saigon, nous avons, dans ces colonnes mêmes, émis le souhait que la subtilité du tempérament indochinois amènerait le nouveau régime vietnamien à se différencier d'autres Etats communistes en associant habilement tous les citoyens à la reconstitution du pays et à l'établissement d'une société meilleure. Y croyions-nous vraiment ? Je ne sais pas. On cultive volontiers l'illusion pour les peuples qu'on aime.

Neuf mois après, force est de constater, pour ce pays comme pour ses voisins et bien d'autres avant eux, l'impossibilité d'un communisme à visage humain. Hélas, cela ne suffira probablement pas à modifier le point de vue de ceux qui, dans les milieux intellectuels occidentaux et dans la presse, avaient appelé de leurs vœux la « libération » du Viêt-Nam. Les faits s'avèrent parfois impuissants devant les idées fixes.

Les nouvelles sont rares, mais ce qu'on sait de plus sûr, c'est qu'au Viêt-Nam et au Laos des dizaines de milliers d'hommes, dont le seul tort avait été de servir

vent probablement nous maudire d'avoir osé prétendre que derrière le communiste le plus engagé se cache un homme, avec ses soucis, ses aspirations, ses peurs, ses doutes, un homme perfectible, qui peut lui aussi connaître une libération intérieure par laquelle il se reconnaît enfant de Dieu. Nous continuons d'ailleurs à le croire, car si nous renoncions à distinguer l'homme de l'idée qu'il défend, le monde deviendrait vite irrespirable.

Au moment où le communisme vient d'affirmer son emprise sur de nouveaux peuples et où il travaille sans relâche dans des pays comme le Portugal, l'Italie ou l'Angola, le débat sur l'attitude à adopter face à son offensive connaît un regain d'actualité.

Aussitôt s'élèvent, de la part des disciples de Lénine, ces accusations lapidaires : « Anticommunisme viscéral, soumission au grand capital, etc... »

Voyons ce que recouvrent les mots. Les communistes, en effet, sont passés maîtres dans l'art de les tourner en leur faveur : pour eux, anticommunisme désigne

toute personne ou tout groupe qui ne sert pas leurs intérêts ou qui émet la plus infime réserve à leur égard. Cette violence faite au vocabulaire leur a merveilleusement réussi, car elle permet de coiffer tous les opposants d'un même chapeau et de les mettre sur la défensive.

J'appelle anticommuniste celui qui voit dans l'idéologie de Moscou et de Pékin l'incarnation essentielle des forces du mal et pour qui la croisade est donc un devoir sacré. A partir du moment où l'on estime que c'est Satan en personne qui règne en maître dans l'enceinte du Kremlin ou de la Cité interdite, alors il est compréhensible qu'on veuille le mettre hors d'état de nuire à tout prix.

De l'autre côté, c'est le grand capital qui représente le mal absolu. Il devient alors inutile de discuter. On le constate dans de nombreux débats.

La ligne de démarcation

Il est significatif que la plupart des grands intellectuels de l'Europe de l'Est réfugiés en Occident et leur collègues qui font entendre leur voix à l'intérieur même de leur pays opposent à la conception politique du bien et du mal une notion morale. Soljénitsyne estime que la ligne de démarcation passe entre la vérité et le mensonge. Cette ligne traverse tous les pays, communistes ou non. A partir du moment où un homme, un dirigeant, un régime utilise le mensonge pour asseoir son pouvoir, il se range du côté des forces du mal et il est tout naturellement conduit à exploiter les autres, à les disqualifier, puis à les supprimer. Dans certaines sociétés prétendues civilisées, on hésite à recourir aux moyens extrêmes, alors on invente des procédés plus subtils pour éliminer ceux qui pensent différemment, mais le but recherché reste le même. « Le moment est arrivé, écrit Vladimir Maximov, où nous devons à nou-

Jean-
Jacques
Odier

Où commence le totalitarisme ?

dans l'armée ou l'administration de leur pays, ont été envoyés en camps de rééducation dans des lieux tenus secrets. Leurs familles n'ont plus aucune nouvelle d'eux depuis trois, six, huit mois. Au Viêt-Nam, le quadrillage de la population est assuré avec la plus grande rigueur, chaque famille devant en surveiller deux autres, chaque citoyen devant épier de même deux amis en promettant de dénoncer toute attitude contre-révolutionnaire. La délation est devenue l'arme de choix pour la mise au pas de vingt millions d'êtres humains.

Beaucoup d'interrogations assaillent mon esprit lorsqu'il se reporte vers certaines rencontres auxquelles nous avons participé, mes amis du Réarmement moral et moi-même, au Sud Viêt-Nam en 1974. Devant l'anticommunisme systématique qui régnait alors dans les milieux gouvernementaux, nous pensions parfois devoir rétablir la mesure dans la pensée de certains interlocuteurs. Nous soutenions qu'un homme est un homme quelle que soit sa couleur politique, qu'il n'est pas automatiquement une bête à abattre parce qu'il croit aux théories marxistes et que précisément s'il y croit, c'est souvent parce qu'il n'a rencontré de la part des pays démocratiques qu'une molle volonté de s'attaquer aux injustices et à la déliquescence qui caractérisent nos sociétés.

Les amis vietnamiens que nous avons laissés à Saigon doivent peut-être repenser à ces entretiens avec beaucoup d'amertume. Ceux d'entre eux à qui nous n'avons pas su donner assez d'espérance pour qu'ils s'y accrochent dans les circonstances actuelles doi-

veau appeler par leurs noms le mensonge, la violence et la tyrannie, quelles que soient leurs couleurs — noire, brune ou rouge... »

N'ayons pas la mémoire trop courte : nous flétrissons plus facilement les exactions commises par les Staliniens que l'exploitation à laquelle se sont livrés nos ancêtres en Afrique ou les massacres perpétrés par eux en Chine au tournant du siècle.

Il est vrai que la dialectique marxiste, dans son essence, ne veut pas reconnaître le bien et le mal tels que nous l'enseignent les grandes religions. « Du point de vue de la morale communiste, seuls sont moraux les actes qui contribuent à l'édification de la nouvelle société communiste. » Cette citation de Radio-Moscou est dans la pure ligne tracée par Marx et Lénine. On ne devrait donc pas espérer s'entendre sur ce terrain-là. Toutefois, et c'est là une réalité notable, la morale de classe commence à se lézarder. Les dirigeants soviétiques ne peuvent plus se débarrasser de certains opposants comme ils se sentaient libres de le faire il y a encore dix ou même cinq ans. A Alexandre Soljénitsyne, on n'a pu que signifier son expulsion d'URSS. On fait subir à Andreï Sakharov toutes sortes de tracasseries, mais on ne peut le toucher. Espérons-le, du moins. Depuis quelques mois, même les partis communistes occidentaux se voient obligés de se désolidariser des méthodes de répression utilisées par les Soviétiques. S'il ne prend pas garde, Georges Marchais sera bientôt assailli d'innombrables demandes de clémence à transmettre à ses collègues de Moscou.

Cet assouplissement, remarquons-le, n'implique aucune concession de fond. Que représente-t-il face aux trois millions de Russes qu'Andreï Amalrik affirme être détenus pour délit politique en Union soviétique ? Il ne diminue en rien la réalité des camps de concentration dont on a vu des images récemment sur les écrans de télévision. Les distances que prennent les PC européens de Moscou n'empêcheront probablement pas l'URSS de tenter par exemple de reconquérir la Yougoslavie dès que les circonstances lui seront favorables.

Et cependant, on ne peut plus tout à fait penser comme avant. Pourquoi ?

La marche des idées

Au cœur de chaque être humain, quelle que soit la formation, ou la déformation, qu'il ait subie, demeure un sens inné de ce qui est bien et de ce qui est mal.

Deuxièmement, certains hommes, en URSS même, ont été prêts à sacrifier leur vie pour la vérité. Soljénitsyne déclare à l'hebdomadaire *Le Point* : « A l'instant même où la volonté, en nous, a pris le pas sur la résignation, à la seconde même où nous avons pris le risque de la mort, l'immense machine soviétique était tenue en échec. »

Enfin, nous assistons, depuis quelques années, à une interpénétration grandissante des deux mondes. N'en déplaise à ceux qui refusent tout contact avec l'hémisphère communiste, il ne fait pas de doute que cette

interpénétration favorise le commerce des idées et que les dirigeants soviétiques doivent désormais compter — au moins sur certains points — avec l'opinion mondiale. Les idées ne transitent pas seulement d'Est en Ouest.

Mais quelles idées ? Faut-il pavoiser parce que des normes capitalistes de concurrence, de rentabilité, sont introduites dans l'économie soviétique ? Serions-nous fiers de présenter notre production cinématographique au public moscovite ?

Il serait pathétique qu'au moment où les rideaux de fer s'entrouvrent, où les « dissidents » ont au moins une petite chance de se faire entendre, que nos pays occidentaux soient trop occupés à adapter leur morale aux mœurs du temps.

Une volonté spirituelle

Si nous ne pensons pas que la morale doit être l'instrument d'une classe — possédante ou non — alors il s'agit que nous accrochions plus fermement encore notre propre code de moralité à des valeurs absolues. La véritable réponse au totalitarisme, c'est-à-dire au processus par lequel une personne ou un groupe s'identifie totalement à la vérité, c'est de nous placer délibérément sur le terrain moral, où aucun d'entre nous ne détient la vérité absolue et où nous ne combattons le mal que nous croyons déceler chez les autres que dans la mesure où nous le percevons en nous.

Cette lutte morale et spirituelle transcende les partis, les idéologies. Elle peut se mener, en tout cas sur le plan individuel, dans tous les régimes, à Santiago comme à Minsk, à Pretoria comme à Hanoi, à Paris comme à Washington.

Elle demande du courage et non de la bravade. De la compassion et non du calcul.

A un journaliste qui lui demandait si l'Occident devait prendre le risque d'une guerre mondiale pour la liberté des autres, Soljénitsyne répondait simplement (*Le Point*) : « Je vous parle d'une volonté spirituelle et vous me répondez avec de la stratégie (...) La volonté intérieure est plus importante que la politique. Si les dirigeants de l'Est sentaient en vous la moindre flamme, le moindre élan vital pour que les libertés subsistent chez vous et pratiquement s'étendent, s'ils comprenaient que vous êtes prêts à sacrifier votre vie, à cette seconde même, ce sont eux qui baisseraient les bras. »

Cet esprit-là offre le seul espoir de convergence entre ceux, nombreux sous tous les régimes, qui veulent sincèrement une société juste et fraternelle.

De la région saigonaise, une Vietnamiennne nous écrit : « Dans mes moments de méditation, je repense chaque jour à mon séjour à Caux et à la grande famille mondiale du Réarmement moral. Je prie pour que vous continuiez votre action jusqu'à ce que la vie soit moins malheureuse et que l'homme sache aimer. »

Cet appel, qui nous atteint à travers le crible des censures, nous confirme ce que disait récemment Soljénitsyne, à savoir que le combat essentiel est entre nous et nous-mêmes.

Lettre de Rhodésie

Salisbury, onze heures du soir. Un soldat m'indique le chemin. Cette nuit ses collègues tireront. Bilan au matin : onze morts dans la banlieue africaine de Harari. J'ai envie de fuir, de ne pas être mêlée aux conflits de ce pays... Cependant, quatre mois durant j'irai de telle femme européenne, dont le mari combat aux frontières contre les guérilleros ou qui fait mentalement ses bagages « au cas où... » à telle mère africaine dont le fils a disparu pour rejoindre le maquis. Comme tant d'autres, je vais ressentir la frustration devant les nouvelles de l'Angola et du Mozambique, devant l'échec des conversations des nationalistes avec M. Smith. Parfois, je céderai à l'indifférence devant ce déferlement.

En plein pays matabélé, près de Bulawayo, Basil et sa femme Muriel, venus d'Europe il y a quarante ans, vivent sur leur ferme, sous trois cônes de chaume. Tandis que Muriel nous sert une limonade au gingembre de sa confection, le regard de Basil, abrité sous un vieux galurin, surveille les progrès inquiétants de l'incendie de brousse sur la colline d'en face. En cas d'urgence, nous irons tous combattre les flammes.

Il y eut un temps où, chez les Kews, tout était sous le signe de l'érosion : le sol, leur vie conjugale, leurs relations humaines. Comment croire Muriel, aujourd'hui pleine d'égards, le regard calme et sincère, quand elle déclare avoir aligné mensonge sur mensonge à sa belle-mère, plutôt que de lui avouer les sentiments explosifs qu'elle portait à sa belle-famille (qui vit sous son toit) ? Mise au défi d'aimer sans condition son prochain, Muriel décide courageusement de s'excuser auprès de sa belle-mère. La vie de famille renaît et... Basil est débarrassé de ses ulcères.

A la même époque Basil combat une pensée qui s'est imposée à lui et qui lui paraît stupide :

« Fais tes excuses à Peter » — « Quoi ! ce petit Africain de dix ans à qui j'ai donné une rossée un peu trop forte ? » En vain, il repousse cette idée lancinante pendant plus d'une semaine. A la fin, il obéit. Il suffit de regarder son visage pour voir qu'il a trouvé la paix et la jeunesse d'esprit.

Désormais, à la ferme, les initiatives se

multiplient. On sert un bol de soupe chaude aux vachers à cinq heures du matin au lieu de les faire traire à jeun. Une école est ouverte pour les enfants des ouvriers et ceux des environs, puis une petite coopérative avec les produits essentiels. On vaccine les vaches contre la tuberculose avant que la loi le rende obligatoire. Fermiers, voisins et ouvriers bénéficient de ce nouvel esprit.

Dans leur salon, Basil et Muriel écoutent leurs voisins, qui savent qu'ils peuvent venir en toute confiance. Ensemble on cherche l'inspiration divine, on échange les nouvelles du monde entier et les expériences de foi personnelles. « Un jour, raconte Basil, je rendis visite à un Africain de mes amis, important responsable politique, ayant noté ce que Dieu m'avait demandé de lui dire. Je rajoutai quelques pensées de mon cru. Mon ami fut tout de suite sur la défensive: ce n'est que lorsque je lui avouai avoir rajouté quelque chose qu'il rouvrit son cœur. »

Malgré les distances immenses, Basil et Muriel se considèrent comme les maillons d'une chaîne qui s'étend d'un continent à l'autre. C'est leur obéissance personnelle à l'inspiration divine qui fait la solidité de ce maillon. « Je ne peux pas montrer de résultat, dit Basil, mais je crois que Dieu s'est servi de moi. Si je flanche, si je laisse la haine m'habiter même deux minutes, et cela arrive, tous les efforts des autres sont anéantis. »

Sa persévérante amitié envers certains Africains entretient son espoir « car la Rhodésie pourrait être l'instrument d'une solution dans cette partie du monde » et c'est à la recherche de cette solution et de ceux qui peuvent en être les artisans que Basil et Muriel se sont engagés.

Le même défi pour tous

A quatre cent cinquante kilomètres de là : Harari. Le pasteur méthodiste Arthur Kanodereka, membre actif de l'A.N.C. (Mouvement nationaliste africain), est un autre maillon de la chaîne. C'est un homme de grande stature ; son regard droit et vif exprime la conviction et la compassion. Son église se



Muriel et Basil Kew

trouve près d'un petit marché où les médecins traditionnels africains se procurent les herbes, les os et les peaux nécessaires au traitement de leurs patients.

« Je suis nationaliste noir, dit-il. Trois fois les blancs m'ont emprisonné et interrogé. Mais cela n'a rien changé en moi. » Ce sont ses contacts, à Caux l'été dernier, avec des gens du monde entier, qui le guériront de son amertume, ce « cancer » qui rongeaient sa vie de famille. « J'enseignais la haine des blancs à mes enfants tout en prêchant l'amour de nos ennemis à mes paroissiens. » Il s'en excuse auprès de ses enfants.

Lorsque M. Kanodereka fut invité récemment à prêcher dans l'église méthodiste européenne de Salisbury, il arriva avec deux cars de paroissiens africains, trois chœurs et surtout les vieilles qui, à Harari, donnent le signal de la danse et des youyous pendant les services. Il parla très simplement : « Je vaudrais bien les blancs ; seule une action violente du type irlandais pourrait avoir quelque effet sur eux, pensait mon ancien moi. J'ai été un élément de division et je le regrette. Je n'ai pas changé pour le bien d'une seule race, mais pour celui de Dieu. »

Il invita les Européens à venir dans sa paroisse. Souvent nous avons rendu visite à ses ouailles dans leurs petits logis impeccables, près du marché aux légumes où un boutiquier en passe-montagne bariolé vous offre une livre de chenilles à griller pour votre déjeuner avec votre « sadza » (bouillie de maïs).

Aux côtés de Rhodésiens comme les Kew et les Kanodereka, j'ai partagé ces mois difficiles avec les deux communautés. Dans l'esprit du Réarmement moral, le même défi est lancé à tous, aux étrangers comme moi, aux Rhodésiens noirs ou aux Rhodésiens blancs.

Evelyn Seydoux

Mutations brésiliennes

par Daniel Mottu

Ce n'est pas du Brésil stéréotypé — café, carnaval, Copacabana — que je voudrais parler ici. Ni de celui figé dans certains de ces clichés à l'emporte-pièce par lesquels, en Europe, on le « classe » parfois : la réalité est plus complexe, profonde, stimulante, plus inconfortable peut-être.

Au gré d'un voyage de deux mois et demi, je viens de revoir ce pays que je connais assez bien pour y avoir vécu de 1952 à 1962 et y être retourné brièvement en 1971. J'en parle la langue, ce qui m'a permis d'innombrables et précieuses conversations avec des hommes du peuple et avec des membres de l'establishment politique ou militaire, avec des journalistes et des étudiants, des hommes d'affaires et des responsables syndicaux.

Je livre ici les réflexions des uns et des autres. Elles me semblent l'écho d'une réalité : celle d'un peuple de 100 millions d'habitants qui, jour après jour, noue la trame de sa destinée.

« Conscientizar »

X. habite à la Villa Portuaria, le grand HLM construit il y a près de 30 ans pour loger une partie des dockers de Rio-de-Janeiro et leurs familles. C'est un militant ouvrier de longue date ; il a passé par des écoles de formation syndicale et il ne cesse de s'instruire le soir après les heures de travail. Comment y parvient-il, je me le suis souvent demandé. Il me décrit le dilemme des syndicalistes brésiliens tel qu'il le voit : ceux-ci ont à faire face à des forces « réactionnaires », non pas seulement au sein du patronat mais jusque dans l'entourage du gouvernement — bien que mon interlocuteur se déclare « surpris en bien » par la politique sociale du président Geisel. Au mieux, ces éléments rétrogrades acceptent l'existence des syndicats, pourvu qu'ils se confinent à une tâche d'assistance sociale. Mais ils froncent le sourcil dès qu'ils les voient jouer un rôle « revendicateur ». D'autre part, cons-

tate X., s'ils n'y prennent pas garde, les syndicats courent vite le risque d'être entraînés dans un processus révolutionnaire. A son avis, un seul remède à ce problème : il faut « conscientiser » les masses, c'est-à-dire ne pas hésiter à leur donner tous les faits qui leur permettent de juger par elles-mêmes ce qui est valable de ce qui ne l'est pas ; sinon, le prolétariat votera pour « n'importe qui », c'est-à-dire pour celui qui fera les plus mirifiques promesses.

« Conscientizar » : c'est un mot que j'entendrai assez souvent durant mon séjour.

Pour Y., professeur dans un collège renommé de Rio, « conscientiser » est peut-être la tâche prioritaire dans le Brésil d'aujourd'hui. Il y voit un processus basé sur le principe socratique : « connais-toi toi-même », appliqué non seulement à l'individu mais à la nation tout entière. A partir de là, les hommes sont mieux équipés pour aborder les problèmes nationaux avec lucidité.

Lutte contre la corruption

Z. est un industriel, mais il est plus que cela. Il a suivi les cours de l'Escola Superior de Guerra, cette étonnante institution où, contrairement à son nom, on n'étudie pas l'art de la guerre, mais l'ensemble des éléments politiques, économiques, sociaux, idéologiques, qui assurent la sécurité du pays. Fondée dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ESG ouvre ses portes chaque année à un certain nombre de civils, hommes d'affaires, journalistes, diplomates, voire syndicalistes, qui y consacrent le plus clair de leur temps durant neuf mois.

Z. a depuis longtemps joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la corrup-

tion du monde des affaires. « Mais, ajoute-t-il un peu triste, c'est une lutte à reprendre sans cesse. On l'extirpe ici, elle repousse ailleurs. » Pourtant, remarque-t-il, « il faut reconnaître que dans le Brésil actuel, il n'est plus profitable d'être malhonnête en affaires et c'est là un grand progrès ».

Z. connaît bien les arcanes du pouvoir. Le président et les membres du gouvernement sont choisis en fonction de trois qualités maîtresses, m'assure-t-il : caractère, courage, compétence. Il s'inquiète de ce qu'il appelle la « démagogie » du parlement où trop de personnages se servent des problèmes pour leur publicité personnelle au lieu de contribuer à les résoudre. Récemment, le Sénat a refusé de lever l'immunité parlementaire d'un de ses membres, convaincu de corruption. Le président a dû se résoudre à « casser » le mandat de ce parlementaire ; le peuple a approuvé cette mesure, pense mon interlocuteur, mais l'incident en dit long sur le chemin qui reste à parcourir pour assurer un système démocratique viable.

Quelques jours plus tard, c'est un sénateur de l'opposition qui, à Brasilia, me donnera une définition du Réarmement moral qui me paraît particulièrement valable dans les milieux politiques, brésiliens ou autres : « Ses critères, me dit-il, obligent les hommes à faire leur révolution et pas seulement à la recommander aux autres ! »



L'Estado de Sao Paulo : plus qu'un journal, une institution.

Sécurité, développement

Brasília est une ruche bourdonnante. Sa construction « à l'arraché » sous la présidence de Juscelino Kubitchek a peut-être ruiné alors les finances nationales, mais aujourd'hui, avec son demi-million d'habitants, elle consacre la vitalité d'un pays tourné vers l'avenir. Pendant que nous nous trouvons dans la capitale, il est beaucoup question de « détente politique » et d'« ouverture » sur le plan intérieur. Oh, celle-ci ne se traduit pas par des changements spectaculaires, mais c'est l'environnement politique qui tend à se modifier : depuis l'accession à la présidence du Général Geisel, en 1974, on donne plus de poids aux grands débats, au parlement comme dans la presse. Des sujets jusque-là tabous sont abordés publiquement et vigoureusement, y compris ceux des atteintes aux droits de l'homme. Des commissions parlementaires d'enquête s'activent, interrogent ministres et anciens ministres, hauts fonctionnaires et personnalités diverses. L'influence des multinationales, le programme d'alphabétisation, la structure des salaires — autant de problèmes fondamentaux qui font l'objet de débats parfois véhéments.

Mais la détente a des limites. Car, au Brésil, le facteur « sécurité » joue son rôle. Sécurité face à l'infiltration sournoise des « idéologies étrangères ». Sur ce plan-là, le gouvernement ne relâche pas sa vigilance. Les exemples du Portugal, la nation à laquelle le Brésil est lié par tant de liens affectifs, et de l'Argentine toute proche, renforcent son autorité. Mais, dans le monde actuel, où est la sécurité sur le plan idéologique ? On ne supprime pas une idée par la prison, l'exil, le silence. Le danger pour le Brésil n'est-il pas celui de devenir une « société fermée », à l'instar de ce qu'était le Portugal de Salazar ? Une nation, tel un organisme, doit être à même de sécréter les anticorps qui la protégeront au moment voulu. C'est une loi de la nature.

Toutes ces questions sont à l'ordre du jour, à Brasília comme dans l'ensemble du pays. A cet égard, il faut souligner combien l'évolution de l'Europe occidentale a ses répercussions ici. Portugal, Espagne, Italie, France, Grande-Bretagne : la manière dont ces pays parviennent — ou ne parviennent pas — à concilier les exigences d'autorité et de liberté est abondamment commentée dans la presse et joue son rôle dans l'orientation du Brésil.

L'autre axiome de la politique du gouvernement, c'est le « développement ». Développement dans tous les domaines. Là encore, je constate une évolution par rapport

**Le cardinal
Don Eugenio
Sales,
archevêque de
Rio de Janeiro,
dont la voix
est écoutée
avec respect
par les
dirigeants
du pays**



à ce que j'avais pu observer en 1971. On mettait alors en évidence les « indicateurs économiques » et l'on se félicitait, à juste titre d'ailleurs, des impressionnants progrès survenus dans tous les domaines de la production. Aujourd'hui, on semble mettre autant l'accent sur les « indicateurs sociaux » : distribution des revenus, santé publique, éducation, logement, lutte contre la pollution.

L'exemple de l'Etat de Goiás

Mais c'est à l'ouest de Brasília, dans l'Etat de Goiás, que le mot développement a pris tout son sens pour moi. Voici l'un des Etats les plus grands du Brésil (une fois et demie la France) qui n'a pour l'instant que trois millions d'habitants. Jusque dans les années soixante, il était pratiquement impossible de s'y rendre autrement qu'en avion et, de ce fait, il ne participait guère à la vie économique du pays. Depuis l'inauguration de Brasília, en 1961, et l'ouverture de la grande route goudronnée Brasília-Belem qui le traverse du sud au nord sur près de 2000 km, tout est en train de changer. L'Etat de Goiás est déjà le deuxième producteur de riz du Brésil, et le cinquième pour l'élevage du bétail : les cultivateurs se lancent maintenant à fond dans la culture du soja et du blé. Quant au sous-sol, il semble bien qu'il contient quelques-uns de ces minerais précieux, tel l'uranium, qui font s'agiter les chancelleries.

Ce qui faisait dire à l'un de mes compagnons de voyage, un syndicaliste français : « Il y a assez de richesses au Brésil pour assurer à chacun un travail, un logement et des conditions de vie décentes. Si vous vous

fixez cet objectif, vous pourrez créer dans ce pays un type de société que le monde vous enviera. »

Sao Paulo, la métropole industrielle du Brésil, grouille de ses huit millions d'habitants qui sont plus que jamais conscients d'être la « locomotive du Brésil ». Au centre de la ville se dresse le beau bâtiment de l'*Estado de Sao Paulo*, le plus prestigieux quotidien du Brésil. Plus qu'un journal, c'est une institution. Son destin semble avoir toujours été de tenir tête aux puissants du moment, non sans sacrifices personnels de la part de ses directeurs qui, sous Getulio Vargas, ont connu l'exil. L'*Estado* reste fidèle à cette tradition, tout en se félicitant d'avoir pu fêter en 1975 son centenaire sans être incommodé par la censure.

C'est de l'avenir du Brésil qu'il a été question lors du long entretien que j'ai eu avec l'un des principaux rédacteurs de politique étrangère de ce journal, qui est en même temps professeur à l'Université de Sao Paulo. « Quand je parle à mes étudiants de ce que pourrait être la politique étrangère du Brésil, me dit-il, ils sourient. L'idée que leur pays puisse jouer un rôle sur l'échiquier mondial ne les effleure pas encore. Mais cela viendra. » Beaucoup de colonels et de généraux, par contre, ont participé comme jeunes officiers à l'avance alliée en Italie. Cette expérience les a marqués. 26 000 soldats brésiliens étaient engagés dans les opérations militaires ; 434 d'entre eux y ont perdu la vie.

Selon mon interlocuteur, les dirigeants brésiliens ont une grande ambition pour leur

Suite page 15

Autour du monde avec le Réarmement moral

Nouvel-An à Caux

Plus de 500 personnes ont participé à une conférence qui s'est tenue à Caux du 27 décembre au 4 janvier. Outre de nombreux Suisses, on notait la présence d'une délégation de jeunes Américains, des étudiants grecs et allemands et une vingtaine de jeunes noirs, blancs et asiatiques d'Afrique du Sud, du Lesotho, de Namibie et de Rhodésie. L'Espagne, le Portugal, l'Italie étaient également représentés. Deux ménages de Mannheim avaient amené à bord d'un autobus spécial un groupe de stagiaires de pays du tiers monde.

Lors du dernier week-end, un groupe d'agriculteurs suisses, dont plusieurs contribuent régulièrement en nature (pommes, légumes) à l'approvisionnement du centre, s'est également retrouvé à Caux. Pendant ces journées, des groupes de travail ont préparé deux des grandes sessions prévues durant l'été 1976 : l'une consacrée à l'enseignement (voir notre numéro de janvier) et l'autre destinée principalement aux peuples de la Méditerranée (voir p. 3).

Voix du Kenya

M. Leonard Kibuthu, agriculteur au Kenya et ancien militant Mau-Mau, et M. Wycliffe Khagula, chef magasinier aux Coopératives de consommation à Nairobi, étaient également présents à Caux et ont évoqué quelques-uns des problèmes de leur pays :

« En 1963, a déclaré M. Kibuthu, nous avons obtenu l'indépendance. Une indépendance pour laquelle nous avons combattu passionnément et que nous sommes en train de gâcher. Au début, les tribus minoritaires ont apprécié que nous les Kikuyus (qui formons la tribu majoritaire) les ayons conduits à la liberté. Mais nous avons agi à leur égard avec la même arrogance que celle que nous reprochions aux Anglais.

« Nous avons besoin du Réarmement moral au Kenya. C'est pour cela que mon ami, qui est d'une autre tribu, et moi-même, sommes venus à Caux. Dans toute l'Afrique, la liberté est menacée par le tribalisme et par le nationalisme. Si nous n'appliquons pas les critères absolus d'honnêteté, de pureté, de désintéressement et d'amour, le continent tout entier connaîtra la guerre civile et l'Afrique sera un autre Viêt-nam. »

Australie : ne pas oublier le reste du monde

« Le remède à la crise », tel était le thème d'une rencontre qui s'est déroulée du 1^{er} au 10 janvier dans la capitale australienne.

La première intervention fut celle du haut commissaire des îles Fidji, doyen du corps diplomatique de Canberra. « C'est mon vœu que le peuple australien se préoccupe bien davantage du développement du Pacifique, dit-il. Il faut des gens au cœur pur, capables de donner amour et affection, pour former la trame d'une société nouvelle. »

Parmi les 300 participants de 24 pays se trouvaient, outre de très nombreux Australiens, des délégués de Papouasie, de Nouvelle-Zélande, de Hong Kong, du Japon, ainsi que de nombreux étudiants étrangers de l'Université de Canberra, dans les locaux de laquelle se tenait la rencontre.

Faisant allusion aux récents événements qui ont secoué la vie politique du pays, M. Coffey, un des responsables du Réarmement moral, devait déclarer : « Nous ne pouvons plus nous permettre des élections où tous les leaders mènent leur campagne comme si le reste du monde n'existait pas. Il nous faut des dirigeants qui s'appuient avant tout sur des conceptions idéologiques d'ordre moral. »

Suède : questions brûlantes

Le premier vice-président du Parlement suédois, M. Torsten Bengson, a pris la parole devant 170 personnes réunies du 29 décembre au 4 janvier à Jönköping (sud de la Suède). M. Bengson, qui a représenté son pays aux Nations Unies durant plusieurs années, a parlé de la défense des droits de l'homme et de ses implications dans le monde. Parmi les questions abordées par la conférence figurait celle de la protection de la minorité lapone au nord de la Suède. Un séminaire a été consacré aux moyens de promouvoir des critères moraux face aux problèmes posés par l'avortement, l'euthanasie et l'enfance inadaptée.

La conférence a préparé aussi la venue en Suède, dès le 20 février, de la troupe de *Chant de l'Asie*. Celle-ci répond ainsi à une invitation que lui ont envoyée plus de 200

personnes, parmi lesquelles des parlementaires, des syndicalistes, des médecins, des pasteurs et des industriels.

Canada : initiative indienne

Un événement inhabituel s'est produit à Calgary, dans la province d'Alberta, les 3 et 4 janvier : une conférence dont l'initiative avait été prise par des chefs et dirigeants de cinq tribus d'Indiens du Canada. « L'Amérique du Nord a besoin d'une secousse et tout spécialement en 1976, pouvait-on lire dans l'invitation. Affermir la base culturelle des Indiens et des Non-Indiens est impératif. »

M. Arnold Crowchild, l'un de ces dirigeants, a déclaré, au cours d'une interview télévisée d'une demi-heure qui suscita un nombre record d'appels téléphoniques : « On n'a jamais demandé aux Indiens quel rôle ils entendaient jouer dans la société. Par cette conférence, nous entendons montrer ce qu'il en est. Nous voulons prendre ce qu'il y a de meilleur chez le blanc et chez l'Indien et faire fonctionner le tout. Cette conférence n'est qu'un début. Nous allons étendre notre action à travers le Canada et l'Amérique du Nord. »

Sous les applaudissements des 200 participants, l'un des principaux chefs a annoncé qu'il parlait au nom de ses collègues pour inviter *Chant de l'Asie* au Canada.

Hollande : « Chant de l'Asie »

Après une représentation à Manchester, la troupe de *Chant de l'Asie* a retraversé la Manche pour un séjour de deux semaines en Hollande, pendant lesquelles des représentations auront lieu à Eindhoven, où se trouvent les grandes usines Philips, à La Haye et à Amsterdam. En outre, les Asiatiques s'adresseront aux étudiants de l'Université de Leyde.

A Lausanne : des films

Une série de films « qui répondent aux problèmes brûlants de notre temps », seront projetés à Lausanne durant le mois de février. Le 3, à 20 h. 15, à la salle paroissiale de Villamont, ce sera *Le lever de la nuit*, d'après la pièce de Peter Howard. Le 10, à 18 h. 30, au centre paroissial de St. Jacques, deux documentaires sur l'Irlande (*Alternative à Belfast*) et l'Afrique du Sud (*Un médecin noir face au racisme*). Le 25, à 14 h. 30, à la salle paroissiale de Villamont, reprise du long métrage en couleur *Le Couronnement de ma vie*, qui retrace la vie d'une éducatrice noire américaine au cœur des conflits raciaux.

PHILIPPINES :

Six jours parmi les rebelles

Dans le sud des Philippines, loin de la grande actualité qui fait les manchettes de la presse mondiale, sévit depuis 15 ans une grave rébellion armée mettant aux prises chrétiens et musulmans. Ces derniers, qui ne sont que 4 millions sur une population totale de 43 millions d'habitants, sont concentrés principalement dans la grande île de Mindanao et se sentent depuis toujours opprimés et exploités. C'est à Mindanao que Magellan, qui a introduit le christianisme aux Philippines, trouva la mort, tué par des musulmans.

Depuis l'indépendance, le gouvernement philippin a tenté d'ignorer le problème. Frustrée, la minorité musulmane recourut à la guérilla. A partir de 1973, celle-ci devait connaître un regain de gravité.

Genis Ibot, étudiant de 21 ans, est un des deux Philippins qui se trouvent en ce moment en Europe avec la troupe de *Chant de l'Asie*. « Ma famille s'est trouvée au cœur de ce conflit, raconte-t-il. Ma mère musulmane, mon père chrétien, deux oncles torturés puis tués, notre maison incendiée durant les combats, c'était la guerre en plein dans notre foyer.

« Aussi, quand mon père et ma mère partirent chacun de leur côté, je n'hésitai pas à m'enfuir et je m'installai dans un camp de réfugiés musulmans. »

Genis avait 16 ans à l'époque. Pris aussitôt en charge par certains meneurs qui se trouvaient dans le camp, il reçut une instruction de guérillero et apprit à faire le coup de main contre les représentants du gouvernement et contre les chrétiens. « Les souffrances ne nous étaient pas épargnées dans ce camp. Parfois, nous n'avions rien à manger pendant des jours. Certains, affaiblis par les privations, tombaient malades et mouraient. »

« J'ai rendu le fusil »

Un jour, le camp reçut la visite de chrétiens venus apporter aide et assistance aux détenus. « Ils ne parlaient absolument pas de religion, relate Genis. J'ai discuté pendant des heures avec l'un d'entre eux. C'est

lui qui m'a parlé de la « voix intérieure », de la conscience qui est en chacun de nous et qui nous aide à décider entre le bien et le mal. « Si tu veux résoudre tes problèmes familiaux, me suggéra-t-il, il faut que tu te mettes à écouter ta voix intérieure. »

Genis ne connaissait que trop bien les fruits de la haine et de la violence. Grâce à cet homme, il comprit que la solution pour son peuple ne viendrait que par un changement radical des mobiles de l'homme, et non à la pointe du fusil.

« Cela me conduisit à aller trouver mes parents et à leur demander pardon pour ma haine. Je haïssais particulièrement mon père à cause de son infidélité envers ma mère. Le plus difficile fut de leur parler honnêtement de mes propres fautes, et de les prendre à mon compte, au lieu de rendre mes parents responsables de tout. J'ai aussi rendu à mon père le fusil et les munitions que je lui avais volés et dont je m'étais servi pour combattre des chrétiens comme lui.

« Mes excuses réconcilièrent notre famille. Mon père demanda pardon à ma mère pour son arrogance et son irresponsabilité. Ma mère, qui avait tant voulu se venger, lui pardonna. Ils retrouvèrent l'unité. Au bout de quelques semaines, ils décidèrent de vivre à nouveau ensemble. »

Réconciliation qui devait conduire les parents de Genis, au cours des derniers mois, à se consacrer entièrement à la tâche de réhabilitation des populations musulmanes de la province. Cela commença lorsque, en mai 1975, la mère de Genis fut invitée par le chef d'un camp de rebelles établi dans les montagnes, qui avait été impressionné par ce qui s'était passé dans sa famille, à venir rencontrer ses hommes.

« Ma mère, qui s'était mise, elle aussi, à vivre à l'écoute de sa voix intérieure, eut l'idée que mon père, qui est un ancien officier, devait participer à cette action avec elle. Sans arme, ils traversèrent la montagne — où l'on se battait encore — pour rejoindre ces rebelles. C'était risqué, mais ils croyaient à la protection divine. Ils passèrent près d'une semaine avec les 140 rebelles du camp, leur racontant ce qui s'était passé dans notre famille et les mettant au



Genis Ibot

défi de changer eux-mêmes, puis de travailler pour rétablir l'ordre dans le pays. »

Ces musulmans, qui vivaient depuis des années dans la misère, se montrèrent très ouverts aux nouvelles idées qui leur étaient proposées. La vieille mère d'un des chefs rebelles devait dire à la mère de Genis : « Après cinq années passées à fuir les bombes et les poursuites, nous étions tous bourrés de haine. Mais ce que vous nous avez dit nous a guéris. »

Réconciliation

Le quatrième jour, le père de Genis redescendit à la ville pour ramener chez les rebelles le commandant militaire du secteur. Ils travaillèrent ensuite à un accord de ralliement, s'appuyant sur la réconciliation entre chrétiens et musulmans et respectant les droits des musulmans. Quant au commandant, il devait avouer plus tard que, s'il ne s'était pas rendu sur place, il n'aurait jamais cru possible que des rebelles musulmans puissent ainsi accueillir des chrétiens et accepter l'idée d'une réconciliation.

« Le sixième jour, poursuit Genis, le commandant du secteur, mes parents et quelques-uns des chefs rebelles se rendirent dans la ville de Cotahato, où eut lieu une conférence réunissant les chefs chrétiens et musulmans, le gouverneur de la province, le commissaire du gouvernement, ainsi que l'ambassadeur d'Arabie saoudite (certains pays arabes essayaient depuis quelque temps un arbitrage entre les deux fractions). A l'issue de



Ralliés musulmans et chrétiens avec (flèches) les parents de Genis Ibot

cette rencontre, ma mère fut chargée de se rendre à Manille, la capitale des Philippines, pour y présenter le projet d'accord au vice-président de la République.

« C'est le 6 juin 1975 que ma mère remit ce document au vice-président. L'accord garantit les droits des musulmans et prévoit aussi un programme d'aide aux populations musulmanes (logement, produits alimentaires, médicaments, matériel agricole, reconstruction des écoles et des mosquées, etc.). C'est un accord que ne s'applique qu'à notre province, mais on en a déjà entendu parler dans toute l'île de Mindanao.

» En fait, ce n'est pas une guerre religieuse qui secoue notre pays. Le problème, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est l'égoïsme et la haine qui font que nous sommes manipulés par d'autres. Il aurait fallu que nous, les musulmans, ayons vraiment vécu notre foi pour que les chrétiens sentent le défi et se mettent eux aussi à vivre leur foi différemment.

» En tout cas, je loue le ciel de ce que notre famille ait pu ainsi être utilisée pour déclencher cette révolution. Un tel miracle me donne l'espoir qu'un changement personnel peut déboucher sur des changements d'ordre social. »

« De mon lit d'hôpital »

Depuis, les parents de Genis ont poursuivi activement leur travail auprès des musulmans de leur province. En octobre dernier, la mère de Genis tomba malade et dut

être hospitalisée. Voici ce qu'elle écrivit à son fils le 12 novembre 1975 : « J'ai reçu ta lettre à l'hôpital. J'ai dû y passer dix jours : grippe et malaria, avec complications dues à ma forte tension et à mon angine de poitrine. Les docteurs veulent que je prenne un mois de repos. Ma santé a lâché par surmenage et manque de sommeil. J'ai tellement travaillé dans les zones rurales depuis mon retour de Manille. La grippe, la malaria, la dysenterie, la bronchite et la typhoïde semblent être des maladies chroniques parmi la population des montagnes. J'ai dû travailler jour et nuit pour m'occuper des gens. Ton père et moi faisons des tournées pour leur distribuer des médicaments et le réconfort moral dont ils ont besoin. Nous avons vu quatre personnes mourir de la fièvre typhoïde. J'ai essayé sans succès de me faire donner des médicaments par les militaires. Aussi, c'est nous qui devons aller collecter des fonds et des médicaments.

» De mon lit, je ne cesse de penser à ces gens et de prier pour eux. (...) L'autre jour, avant d'aller rendre visite à un camp de ralliés, j'ai eu la pensée suivante : « Bien que tu sois faible physiquement, tu as des forces spirituelles. Il te faut trouver un instrument pour faire ton travail à ta place. » C'est ainsi que j'ai été amenée à organiser un groupe de jeunes. J'ai trouvé des gens que cela intéressait et ils ont déjà pu mettre sur pied un projet pour créer des jardins potagers. J'espère que les jeunes vont mordre à cette idée. »

Philippe Lasserre
et Jean-Marc Duckett

Brésil

(Suite de la page 12)

patrie, celle de la voir devenir une grande puissance. Peut-être sera-ce en l'an 2000, peut-être plus tard ? Pour l'instant, au développement de sa puissance militaire, limitée à son avis, ils ont préféré celle de l'infrastructure économique. Il n'en reste pas moins qu'en franchissant les étapes du développement, le Brésil commence à avoir aussi des « intérêts de puissance ». Ce facteur jouera un rôle grandissant, pense le professeur. Pour l'instant, les dirigeants se sont trouvés devant le choix de voir le Brésil être « soit le premier des pays sous-développés, soit le dernier des pays industrialisés ». Le président Geisel et ses conseillers semblent avoir choisi le premier terme de l'alternative, qui correspond mieux au sentiment des militaires.

Parallèlement à ce virage, le Brésil se tourne de plus en plus vers l'Europe. Celle des Neuf est déjà son premier partenaire commercial, surclassant ainsi les Etats-Unis habitués jusque-là à ce rôle privilégié. Enfin, les pays de l'Est européen observent avec le plus vif intérêt l'émergence du Brésil et l'affirmation de son autorité.

Où va le Brésil ?

Que sera le Brésil de l'avenir ? Un sénateur m'a dit avec force : « Mon pays a une grande préoccupation : servir, aider l'humanité à trouver un nouveau chemin. »

Tous ceux qui ont eu affaire aux Brésiliens savent que leur pays est l'un de ceux, trop rares, où l'on sent vibrer le cœur de ses habitants. Cela leur joue parfois des tours, certes, mais leur confère cette irrésistible chaleur humaine, dont le monde a terriblement besoin.

Comment ces qualités-là vont-elles s'insérer dans les structures et la politique d'une nation moderne et puissante ? Tel est le grand pari de l'avenir.

En 1869, Don Pedro II, le grand empereur dont on vient de célébrer le 150^e anniversaire de la naissance, disait avec sagesse : « Ce qui importe, c'est que l'opinion de la nation puisse toujours s'exprimer librement. S'il en est ainsi, seuls les fous refuseront de s'y soumettre. » De sa tombe, l'homme d'Etat vénéré semble veiller encore sur le destin de son pays.

Daniel Mottu

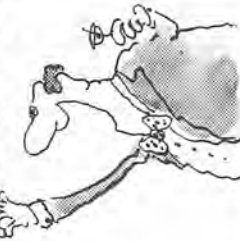
(Une annonce de Swissair sur son service à bord et au sol.)



Bonjour, cher ami, Alors, comment s'est passé ce voyage à Toronto ?



Ecoutez-moi bien: quand je me déplace pour affaires...



... je voyage uniquement en première classe, par Swissair. Pour Hong-kong, Nairobi ou Sao Paulo, je prends naturellement toujours le DC-10: la première classe y a été agrandie.



On peut naturellement commander de la nourriture végétarienne ou casher ou de régime. En tout cas, les menus sont comme ça!



En Europe, ils viennent d'introduire le nouveau DC-9-51. Jamais encore on n'avait volé dans un cadre aussi coloré!



Et puis, il y a le fameux système de réservation par ordinateur, le PARS: On peut même aussi faire réserver les chambres d'hôtel et les voitures de location par Swissair.



Admettons que quelqu'un se fasse une entorse au pied: eh bien, ce n'est pas un si grand malheur chez Swissair, car ils ont même un service de fauteuils roulants dans les aéroports.



Du reste, même en classe économique, on aurait assez de place en DC-10, car il n'y a pratiquement jamais plus de deux sièges côte à côte.



Avant de faire un long vol, on peut choisir sa place. Moi, je ne vole plus qu'en «non-fumeurs», quelle que soit la distance.



Et les affaires à Toronto ?



Les bagages à main, on les loge aisément dans le très grand casier situé au-dessus de son siège. Comme ça, on ne perd pas de temps à la remise des bagages à l'arrivée.



Quand je vais en Extrême-Orient en DC-10 ou à New York en Jumbo, j'en profite pour voir le film. On a aussi le choix entre 8 programmes de musique. Vers Rio j'écoute toujours des sambas...



Comme je l'ai dit, le voyage fut une réussite complète...



Quant aux formalités de douane requises par les collections d'échantillons, c'est eux qui s'en chargent pour vous. D'ailleurs Swissair transporte également du fret dans tous ses avions.



Quand un gosse voyage seul, ils le prennent en charge. Il y a quelque temps, ma cadette est allée ainsi toute seule rendre visite à sa tante, à Bangkok.



Plus vite, plus loin. **SWISSAIR**